

Le Japon dans l'ordre mondial. Une position perpétuellement précaire

Takahashi Susumu

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703991ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703991ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Susumu, T. (1999). Le Japon dans l'ordre mondial. Une position perpétuellement précaire. *Études internationales*, 30(1), 31–43.
<https://doi.org/10.7202/703991ar>

Résumé de l'article

Les dirigeants du Japon de Meiji partageaient une vision « réaliste » de l'ordre du monde. Le but de la politique extérieure était de s'élever par la force dans la hiérarchie des nations. Mais en tant que « colonie informelle » des puissances occidentales (jusqu'en 1905), puis de « puissance régionale », le Japon ne pouvait pas s'assurer une position internationale stable. Il était pris entre son incapacité à légitimer son expansion vis-à-vis de ses « inférieurs » des autres pays asiatiques) et le contrôle exercé par ses « supérieurs » (les grandes puissances mondiales). La brutalité et la frustration en ont découlé.

Après 1945, son accoutumance au « réalisme » et à une pratique des relations internationales fondée sur l'usage de la force militaire a permis au Japon de trouver aisément sa place dans l'ordre de la guerre froide, en qualité de « puissance régionale subordonnée ». Il n'a pas su devenir, à l'instar de l'Allemagne, une « puissance moyenne ». Il en restera incapable aussi longtemps que la vision du monde de ses dirigeants ne changera pas.

Le Japon dans l'ordre mondial

Une position perpétuellement précaire

TAKAHASHI Susumu*

RÉSUMÉ : Les dirigeants du Japon de Meiji partageaient une vision « réaliste » de l'ordre du monde. Le but de la politique extérieure était de s'élever par la force dans la hiérarchie des nations. Mais en tant que « colonie informelle » des puissances occidentales (jusqu'en 1905), puis de « puissance régionale », le Japon ne pouvait pas s'assurer une position internationale stable. Il était pris entre son incapacité à légitimer son expansion vis-à-vis de ses « inférieurs » (les autres pays asiatiques) et le contrôle exercé par ses « supérieurs » (les grandes puissances mondiales). La brutalité et la frustration en ont découlé.

Après 1945, son accoutumance au « réalisme » et à une pratique des relations internationales fondée sur l'usage de la force militaire a permis au Japon de trouver aisément sa place dans l'ordre de la guerre froide, en qualité de « puissance régionale subordonnée ». Il n'a pas su devenir, à l'instar de l'Allemagne, une « puissance moyenne ». Il en restera incapable aussi longtemps que la vision du monde de ses dirigeants ne changera pas.

ABSTRACT : The leaders of Meiji Japan shared a "realistic" view of the world order. The purpose of foreign policy was to help Japan rise up in the hierarchy of nations through the use of force. But as an "informal colony" of the Western powers (until 1905), and then as a "regional power", Japan could not achieve a stable international position. It was caught between its inability to legitimize its expansion vis-à-vis its "inferiors" (the other Asian countries) and the control exercised by its "superiors" (the major world powers). The result was brutality and frustration.

After 1945, Japan became used to "realism" and the conduct of international relations based on the use of military force, thus allowing it to find its place easily in the world order of the Cold War era, as a "subordinate regional power". It was never able to become, like Germany, a "middle power". It will remain unable to become one as long as the worldview of its leaders does not change.

I – Le Japon moderne dans la perspective de l'histoire « mondiale »

Cet article présuppose que l'adjectif « mondial » a au moins deux sens. Le premier renvoie tout simplement à la notion de « à l'échelle du monde » ; le second renvoie à cet ordre nouveau « mondialisé » que l'évolution historique est en train de mettre rapidement en place. Il se réfère principalement au premier sens pour analyser la signification du Japon du point de vue de l'ordre mondial ou – si l'on préfère – d'élucider les principales caractéristiques du Japon moderne en tant qu'acteur international dans la perspective de l'histoire

* Professeur à l'Université Nationale de Tokyo.

mondiale. Ce n'est que dans la conclusion que l'adjectif « mondial » devra être compris dans le deuxième sens.

Notre exposé sur le développement du Japon moderne n'a pas la prétention d'en analyser tous les aspects historiques. Il se limite aux grandes caractéristiques de la politique étrangère japonaise pendant les cent trente ans qui vont du début du règne de l'empereur Meiji jusqu'à aujourd'hui. Cette période peut être divisée en cinq :

- 1) La genèse du Japon moderne va de la restauration de Meiji (1868) jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise (1905).
- 2) La période de la consolidation du Japon moderne va jusqu'à la fin des années 1920. Elle voit l'éclosion de la démocratie, l'industrialisation et l'émergence du Japon en tant que puissance sur la scène politique internationale.
- 3) Du début des années 1930 jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon cherche à obtenir le statut de grande puissance. Au cours de cette période, il s'engage dans une série de conflits armés : l'occupation de la Mandchourie, la guerre avec la Chine et la guerre du Pacifique.
- 4) L'époque de construction d'un autre Japon après la défaite, marquée par son extraordinaire croissance économique, mais aussi par un rôle amoindri en politique internationale.
- 5) Depuis la fin des années 1980, les choses changent : le « modèle japonais » de l'après-guerre se révèle trop peu adaptable eu égard à la mondialisation rapide des marchés. En politique, l'ancien système s'est effondré en 1993, mais la situation reste extrêmement volatile et un nouveau système n'a toujours pas été mis en place. Sur le plan économique, les disparités entre le modèle économique de l'après-guerre et la mondialisation de l'économie se sont accentuées de façon de plus en plus évidente. Le malaise est aussi social : les attentats de la secte Aum en 1995 et une série de meurtres perpétrés par des lycéens sont aussi les signes d'une situation qui se détériore manifestement. Aujourd'hui, le Japon est un pays à la dérive, sans perspectives d'avenir clairement définies.

A — Conditions préalables de la politique étrangère du Japon

Avant d'aborder le sujet principal de cet article, nous devons nous pencher sur les réinterprétations récentes des contraintes qui pèsent sur la politique étrangère japonaise. Selon les analyses traditionnelles, depuis l'ère Meiji, l'archipel s'est adapté au système étatique occidental et a réussi à conserver son indépendance nationale et à bâtir un État-nation moderne à l'occidentale. À s'en tenir à cette thèse, on peut dire que l'histoire du Japon est une réussite au chapitre de la modernisation, et c'est dans cette réussite qu'il faut chercher « le sens du Japon » dans l'histoire mondiale. Mais récemment, certains historiens japonais ont contesté cette analyse orthodoxe, en insistant

notamment sur la persistance, dans l'archipel modernisé, de la vieille conception pré-moderne, d'un ordre mondial sino-centré. On sait que la Chine croyait qu'elle était située au centre du Monde, qui était un immense carré bordé par les quatre mers, au-delà desquelles il y avait des îles habitées par des peuples barbares. En d'autres termes, la Chine – l'Empire du Milieu (*chûgoku*) – a toujours revendiqué une position centrale dans l'ordre mondial. Cette conception sino-centrique s'est transmise au Japon pré-moderne. À l'époque Togukawa, les élites japonaises y ont réagi de diverses manières : certains confucianistes continuaient d'admirer la Chine comme une grande civilisation, mais d'autres ont commencé à rejeter cette façon de voir et de surcroît, affirmaient que le qualificatif de *chû* (le Milieu) s'appliquait probablement mieux au Japon : sur le plan géographique, n'était-ce pas lui qui était entouré de quatre mers, et n'était-il pas plus fort que cette Chine conquise périodiquement par les quatre peuples barbares ? Les élites de l'ère Meiji n'ont pas abandonné la conception de l'ordre mondial sino-centré. Elles l'ont adaptée. À leurs yeux, en dominant la Chine, les puissances occidentales avaient simplement occupé cette position centrale que « l'Empire du milieu » avait toujours revendiquée. Watanabe, historien de la pensée politique, pouvait conclure que la modernisation du Japon au début de l'ère Meiji n'était pas seulement un processus d'occidentalisation ; c'était aussi celui qui lui avait permis d'obtenir la position centrale dont jouissait la Chine auparavant¹.

La théorie de l'empire du Milieu au sens où l'entendent les Chinois a influencé fortement les vues que partageaient les leaders japonais sur l'ordre mondial au début de l'ère Meiji. En 1869, Iwakura Tomomi, comptait parmi les plus puissants de ce groupe. Il visita la ville de Sheffield en Angleterre au début des années 1870 et il a écrit à ce sujet :

Même si nous devons avoir des contacts avec tous les pays étrangers, ceux-ci sont tous des ennemis de notre Empire. Qu'est-ce qu'un ennemi ? Tous ces pays consacrent tellement d'énergie à développer la culture et les techniques, ils travaillent tellement à se renforcer (...) pour gagner la haute main sur tous les autres. C'est ainsi que A traite B, et que B à son tour traite C. C'est pourquoi j'affirme que tout pays étranger est l'ennemi de notre Empire².

Voilà un discours de type « réaliste » ancien et primitif, où tout est vu sous l'angle des rapports de force. Cet extrait est la clé pour comprendre comment les leaders japonais de cette époque voyaient l'ordre politique international et comment ils y réagissaient. La phrase essentielle est évidemment : « C'est ainsi que A traite B, et que B à son tour traite C. » L'idée sous-

1. WATANABE Hiroshi, *Higashi Ajia no Ouken to Shiso (Power of Kingship and Thought in East Asia)*, Tokyo University Press, 1997, pp. 244-257.

2. Cité du livre d'OKA Yoshitake, *Kokuminteki Dokuritu to Kokka Risei (National Independence and Staatsrâson)*, dans CHOSAKUSHU (Works of Oka Yoshitake), vol. 6, Iwanami Shotten, 1993, p. 243.

jacente est que l'ordre mondial est de type hiérarchique : sinon, il n'y aurait pas de raison que, si A traite B d'une certaine manière, B traite automatiquement C de la même façon.

Le deuxième point est la conséquence logique du premier qui a été soulevé. L'auteur Iwakura voyait les rapports entre le pays A et le pays B dans un contexte où on doit tenir compte des états de supériorité et d'infériorité, et non des attributs liés au pouvoir. Il me semble que cette mentalité aide à mieux rendre compte du comportement si unique du Japon moderne en politique étrangère.

II – Le Japon avant les deux grandes guerres : puissance régionale et sous-impérialisme

A — Le Japon comme sous-impérialisme

Même s'il est vrai qu'un des objectifs de la politique étrangère du Japon était de préserver son indépendance, il y en avait un autre qui consistait à s'élever dans cette hiérarchie que formait la communauté internationale aux yeux des élites de Meiji. C'est pourquoi le Japon a essayé plusieurs fois de conquérir des colonies, en commençant par Formose et la Corée. Il a annexé Formose dès 1875, vaincu la Chine en Corée en 1895 et la Russie en 1905, et finalement annexé la Corée en 1907. Un des dirigeants de l'ère Meiji, Inoue Kaoru, écrivait en 1887 :

Ce que nous devons faire est de transformer notre Japon impérial et notre peuple pour que notre Empire devienne comme un pays d'Europe et notre peuple comme des Européens. En d'autres termes, nous devons créer aux confins de l'Asie un nouvel empire à l'européenne³.

Deux ans auparavant, Fukuzawa Yukichi avait déjà soutenu que le Japon « devait se détacher de l'Asie ». Marius B. Jansen a résumé son raisonnement : le Japon ne progressera qu'en prenant ses distances par rapport à l'Asie⁴. Quand l'ère Meiji s'achève en 1912, l'archipel avait accédé au statut de puissance impériale. Il avait réussi à se moderniser, à s'occidentaliser et à se hausser dans les rangs de la communauté internationale. Toutefois, nous ne pouvons pas ignorer l'autre aspect du Japon impérial.

Dans leur célèbre article, « The Imperialism of Free Trade », Gallagher et Robinson font une distinction entre « empire informel » et « empire formel ». D'après eux, au XIX^e siècle, l'Empire britannique était si puissant et disposait d'une telle variété de moyens pour exercer son contrôle sur les pays moins développés (étrangers et non occidentalisés) qu'il avait la capacité de modifier la manière dont il l'exerçait au cas par cas, selon les circonstances. Quand le

3. Citation de l'ouvrage de Marius B. JANSEN, dans *Tokugawa World*, Harvard University Press, 1992, p. 106.

4. *Ibid.*, p. 106

contexte était favorable, les Britanniques avaient tendance à exercer leur contrôle de façon informelle – plus précisément, à mettre les territoires sous leur coupe sans les coloniser officiellement. Mais dans les pays où ils étaient aux prises avec des mouvements proto-nationalistes, ils recouraient à la force pour les mater et prenaient le gouvernement en charge officiellement⁵. Selon cette théorie, un empire peut avoir deux types de colonies – formelles et informelles.

Selon moi, jusqu'à sa victoire sur la Russie en 1905, le Japon avait été une colonie informelle des puissances occidentales, soumise au régime des traités inégaux que le gouvernement Tokugawa avait dû accepter de signer dans les années 1850 et 1860. Dans cette situation d'infériorité, il a été amené à fonctionner à son tour comme une « puissance sous-impérialiste ». C'est-à-dire qu'il avait un comportement impérialiste tout en restant sous le contrôle informel des pays impérialistes plus puissants. Une puissance de ce type a un double rôle : elle est une proie convoitée par les grandes puissances en mal d'expansion, mais en même temps, elle est elle-même un acteur capable d'étendre sa sphère d'influence au-delà de son territoire et de dominer les pays voisins.

Ainsi le Japon, dès le début de la période Meiji, a essayé d'étendre son pouvoir sur les pays asiatiques voisins bien qu'il ait été contrôlé informellement par les grandes puissances (ou du moins, qu'il ait semblé l'être). Il a renversé ses priorités en choisissant d'étendre son influence chez ses voisins plutôt que de faire ouvertement front contre l'expansionnisme occidental. Si cette interprétation est correcte, on pourrait considérer qu'il est devenu une puissance sous-impérialiste dès le début de la période Meiji.

Ce sous-impérialisme japonais avait trois grandes caractéristiques :

- 1) Les dirigeants de Meiji, ayant profondément intériorisé que leur pays était un pion sur l'échiquier des impérialistes occidentaux, n'arrivaient pas à le percevoir en même temps comme un agresseur qui colonisait les pays voisins de l'est de l'Asie. Ils ne le concevaient pas comme une puissance impérialiste.
- 2) En sa qualité de sous-impérialisme, le Japon avait une position fondamentalement instable et peu sûre dans le contexte de la politique internationale de l'est de l'Asie. Il a donc dû appliquer dans ses propres colonies des méthodes plus brutales que celles des puissances occidentales. Pour reprendre les mots de Maruyama Masao, le pays à demi colonisé a fait subir – au sens quasi psychanalytique du terme – « un transfert d'oppression » à ceux qu'il réduisait lui-même à l'état de colonies, comme la Corée.

5. John GALLAGHER et Ronald ROBINSON, « The Imperialism of Free Trade », dans le collectif sous la direction de W.M. Roger LOUISE intitulé *Imperialism : The Robinson and Gallagher Controversy*, St. Martin's Press, 1976.

3) En sa qualité de sous-impérialisme, le Japon devait affronter le difficile problème de justifier son emprise colonialiste sur ses voisins non pas comme puissance coloniale, mais en tant que puissance en train de résister à la domination coloniale des pays occidentaux. En 1895, quand la guerre sino-japonaise a éclaté, Uchimura Kanzo, un leader chrétien qui était pourtant l'un des très rares Japonais à rejeter dès cette période l'idéologie du système impérial, a écrit que puisque le but avoué était de libérer la Corée du joug chinois, c'était un geste altruiste et désintéressé : on pouvait donc à bon droit y voir une guerre juste. Il écrivait : « La victoire du Japon aboutira à un gouvernement libre, à la liberté de culte, à l'enseignement gratuit et au libre-échange pour les 600 millions d'âmes qui vivent de ce côté-ci du globe⁶. » Ce raisonnement truffé de contradictions, qui justifie le colonialisme par la lutte contre le colonialisme, conduira un demi-siècle plus tard à la grande illusion de la « Sphère de coprosperité de la Grande Asie » pendant la guerre du Pacifique. Tant il est vrai que si le Japon était incapable de se concevoir comme une puissance sous-impérialiste, son idéologie et son comportement ont démontré qu'il en était l'archétype même.

B — Le Japon comme puissance régionale

De sa victoire contre la Russie en 1905 jusqu'à la fin des années 1920, le Japon a renforcé graduellement son pouvoir en annexant la Corée, en occupant la Mandchourie jusqu'au sud ; il a été admis au Conseil permanent de la Société des Nations et comme partie prenante au système d'équilibre des forces navales en Extrême-Orient établi par les grandes puissances lors de la conférence de Washington. Ainsi, il s'est haussé à demi au premier rang des puissances de la communauté internationale. Selon l'interprétation orthodoxe qui voit l'histoire sous un angle positif, cette évolution a dû transformer le Japon de puissance désireuse de changer l'ordre établi (« puissance révisionniste ») en puissance désireuse de préserver le statu quo. Il aurait dû s'ensuivre que le Japon se serait tôt ou tard contenté de ses réussites, aurait renoncé à ses ambitions et cessé bientôt de se montrer agressif. Si le Japon du début de l'ère Showa (qui commence en 1923) avait pu se penser comme une puissance bénéficiant du statu quo, le cours de l'histoire n'aurait pas été le même. Mais la reprise de la poussée japonaise en Mandchourie en 1931 a montré qu'il était toujours resté une puissance révisionniste.

Pourquoi le Japon ne s'est-il pas contenté d'avoir réussi dès la fin du XIX^e siècle ce qu'aucune puissance non occidentale n'avait réussi ? Selon moi, c'est parce que sa position dérivée du sous-impérialisme restait structurellement instable. Il avait pu annexer Formose et la Corée, et établir un régime de domination informelle dans certaines parties de la Chine, mais son statut restait celui d'une puissance régionale, avec les limitations qui y sont attachées.

6. Marius B. JANSEN, *op.cit.*, p.111.

Une puissance régionale peut être définie comme une puissance capable d'exercer son hégémonie sur une région donnée, mais pas à l'échelle mondiale. De plus, le maintien de cette hégémonie locale dépend des visées et des capacités d'intervention des grandes puissances extérieures à la région ; la puissance régionale ne peut pas à elle seule défier une grande puissance, et encore moins une coalition de grandes puissances. Enfin, les pays subordonnés à une puissance régionale peuvent résister à sa domination et l'affaiblir avec le soutien de grandes puissances. Autrement dit, une puissance régionale n'a pas assez de poids ni de moyens pour faire régner son ordre à l'échelle régionale, mais en même temps elle a trop d'envergure pour être subordonnée à une grande puissance. En un sens, elle n'est ni une grande puissance ni une petite.

Par conséquent, une puissance régionale ne peut par définition établir une position stable dans l'ordre international. Elle subit en permanence la pression des grandes puissances extérieures à la région, et elle doit imposer un régime brutal aux pays qu'elle domine pour les empêcher de faire appel à ces dernières pour lui résister. Elle se trouve dans une position extrêmement inconfortable, avec le cauchemar de voir les peuples qu'elle a soumis se soulever avec l'appui militaire ou diplomatique d'une des grandes puissances. Au pire, cela peut la mener à la tentation suicidaire d'essayer de chasser les grandes puissances de la zone qu'elle prétend contrôler, pour y établir son ordre sans aucune interférence.

Ce sentiment d'insécurité qui mine le Japon en tant que puissance régionale se reflète dans un article de Tokutomi Soho, un célèbre journaliste de la période Meiji et Taishō. Il écrit en 1916 :

Les pays des Blancs étendent déjà leur emprise jusqu'aux portes du Japon. Ils se sont installés en Chine, en Inde et en Perse. Le Japon n'est pas si loin de l'Europe. La plupart des pays à l'est du canal de Suez, sauf notre archipel, sont tombés sous la domination des Européens. Dans cette situation, pouvons-nous espérer, nous les Jaunes, être traités sur le même pied que les Blancs ? Non....

Les Chinois sont des jaunes comme nous, mais ils s'abaissent toujours devant les Blancs car ils ne pensent qu'à vivre confortablement. C'est donc à nous, Japonais, de prendre soin des Jaunes en général, et des Chinois en particulier. Nous devrions proclamer que la mission de notre Empire est d'appliquer la doctrine Monroe à la lettre.

L'application de la doctrine Monroe signifie que c'est aux Asiatiques de régler eux-mêmes les questions regardant l'Asie. Mais aucun peuple de ce continent, sauf les Japonais, ne peut accomplir cette mission. Par conséquent, c'est au Japon de prendre en charge l'application de la doctrine Monroe en Asie. Mais qu'on ne me comprenne pas mal : je ne suis pas

borné au point de vouloir chasser complètement les Blancs de l'Asie. Ce que je veux dire, c'est que nous ne devons pas leur être soumis et que nous devons mettre fin à la domination de cette race en Asie⁷.

Dans l'histoire moderne du Japon, ce courant de pensée est appelé « pan-asianisme ». Les panasianistes, y compris Tokutomi, sont révélateurs de la mentalité japonaise de cette période.

Le premier trait de cette mentalité est l'irritation qu'engendrent la difficile position de puissance régionale et les interventions constantes des Occidentaux qui minaient les efforts du Japon pour établir son hégémonie en Asie de l'Est. À la longue, vers le début de l'ère Showa, cette irritation a grandi jusqu'à créer l'illusion que le Japon était devenu assez puissant pour pouvoir pousser son expansion encore plus loin. Mais en réalité, il était encore incapable de se lancer dans une nouvelle phase d'expansion sans la tolérance des Occidentaux.

Le deuxième trait est la déception face à l'attitude des autres peuples d'Asie. Comme Tokutomi, beaucoup de Japonais enrageaient de les voir faire si peu de cas de la position du Japon comme puissance régionale. Tout « sub-impérialistes » qu'ils fussent, les Japonais reconnaissaient les liens culturels et historiques qui les unissaient avec leurs voisins asiatiques, et ils sympathisaient avec les populations colonisées et opprimées par les impérialistes occidentaux. C'est pourquoi le Japon avait besoin d'une forme supérieure de légitimation pour ses entreprises. Voilà pourquoi il a affirmé qu'il venait libérer les peuples d'Asie de l'impérialisme occidental et s'est posé en protecteur. C'était l'illusion de ce « colonialisme anti-colonial » que nous avons déjà évoqué. Elle a empêché les Japonais de comprendre pourquoi le nationalisme et l'anti-colonialisme se répandaient contre eux chez les peuples de l'est de l'Asie – et plus ceux-ci se rebellaient, plus les Japonais étaient déçus et furieux contre eux...

Le troisième trait est la peur de l'encerclement. Tant qu'il n'était que puissance régionale, le Japon courait toujours le double risque d'être pris entre la résistance nationale des pays d'Asie et l'ingérence des grandes puissances occidentales. Cette situation l'obligeait à se plier à un impératif minimal, celui de ne pas avoir à se battre à la fois sur les deux fronts. Dans le cadre de cette politique, il a choisi de se battre sur un seul front – en Chine – pour y imposer sa domination informelle. Cette manœuvre exigeait une habileté consommée sur le plan diplomatique pour éviter une réaction des grandes puissances, et une grande mesure dans l'utilisation de la force militaire, pour ne pas provoquer une résistance désespérée. Comme les grandes puissances en avaient déjà fait l'expérience en Chine, le choix rationnel de faire accepter la domination en ménageant relativement les populations colonisées était difficile à faire accepter par les soldats et les officiers détachés sur les frontières

7. Cité de l'ouvrage de EGUCHI Keiichi, *Futani no Taisen* (Two World Wars), Kodansha, 1993, pp. 42-43.

de l'Empire. Leur mécontentement a éclaté en Mandchourie en 1931, quand l'armée est entrée en action sans l'accord du gouvernement de Tokyo.

Le Japon d'avant la Deuxième Guerre mondiale était passé du statut de petite puissance à la périphérie du continent asiatique à celui de puissance régionale exerçant son hégémonie dans l'est de l'Asie. Mais il n'avait pas atteint pour autant une position stable et sûre au sein de la communauté internationale. Son long effort pour se hisser à une position plus solide et plus élevée a fini par le pousser à un grand saut dans le vide, aiguillonné qu'il était par la peur, comme l'Allemagne en 1914.

III – Superpuissance régionale ou puissance moyenne ?

A — Le Japon comme superpuissance régionale

À l'instar de ceux qui revisitent l'analyse orthodoxe de la « modernisation » du Japon au début de l'ère Meiji, certains historiens mettent aujourd'hui l'accent sur la continuité entre le Japon d'avant et d'après la guerre. Dans cette perspective, l'analyste de la politique étrangère de l'archipel après la Deuxième Guerre mondiale, peut à bon droit se demander pourquoi, après sa défaite, il s'est si facilement adapté au rôle de « partenaire junior » des États-Unis. Selon moi, une partie au moins de l'explication pourrait être cherchée dans la conception rudimentaire que les Japonais des années 1930 se faisaient d'une « superpuissance ». Si on considère la base de pouvoir que le Japon avait réussi à établir à cette période et qu'on la compare avec celle de la Chine et des autres pays de l'est de l'Asie qu'il avait colonisés, sa supériorité était évidente. S'il avait réussi à éliminer les grandes puissances occidentales de la région, il serait parvenu à l'hégémonie complète. Cette position de suprématie incontestée, dont le Japon avait rêvé, est celle à laquelle parviennent, chacune dans son camp, les deux superpuissances après la Deuxième Guerre mondiale. L'ordre mondial de la guerre froide lui proposait donc un cas de figure qu'il pouvait parfaitement comprendre, et auquel il lui était donc relativement facile de s'adapter.

Le Japon des années 1930 était très fortement porté à se fier à la force militaire plutôt qu'aux moyens politiques ou diplomatiques pour contrôler les pays dans sa sphère d'influence. Il a perdu de vue la nécessité d'un équilibre entre le *hard power* de l'outil militaire et le *soft power* de la diplomatie, ce qui l'a conduit à instaurer un régime très militarisé, un État donnant priorité à la sécurité nationale dans le sens où les Japonais l'entendent. Il a agressé la Chine, imposé à la Corée une domination coloniale très brutale et soumis certains pays d'Asie de l'Est à un régime d'occupation très dur pendant la guerre du Pacifique. Les grandes puissances occidentales ont aussi largement utilisé la force dans les relations internationales, mais elles n'ont jamais autant « militarisé » leur politique étrangère que le Japon.

Celui-ci avait aussi tendance à minimiser la possibilité de résoudre les conflits internationaux par les moyens diplomatiques. En janvier 1938, alors que les hostilités étaient engagées depuis six mois, Tokyo décida d'abandonner toutes les négociations avec les Chinois. Le premier ministre Konoe déclara péremptoirement :

« L'Empire du Japon n'a rien à voir avec l'actuel gouvernement Chiang Kai-shek. » Il ajouta :

Après l'occupation de Nankin, nous avons donné au gouvernement chinois une dernière chance de réévaluer son attitude. Mais il persiste à ne pas comprendre nos véritables intentions (bienveillantes). Et tandis qu'il résiste sans raison valable à notre entreprise, il s'est à peine occupé des souffrances insoutenables qui en résultent pour son propre peuple et n'a pas envisagé sérieusement la paix pour l'ensemble de l'est de l'Asie. C'est pourquoi le gouvernement japonais déclare qu'à partir de maintenant, il n'a plus rien à faire avec le gouvernement de Chiang Kai-Shek⁸.

Cette déclaration montre bien la naïveté de la diplomatie japonaise, et aussi à quel point la politique étrangère de Tokyo s'était militarisée. Or c'est au même phénomène de militarisation de la diplomatie qu'on assiste chez les superpuissances pendant la guerre froide. Là encore, il n'y a rien qui dépayse les dirigeants japonais.

Dès avant la Deuxième Guerre mondiale, l'idéologie avait une grande influence sur la politique étrangère du Japon. La plus structurée était celle de la « Sphère de coprosperité de la Grande Asie », à propos de laquelle le premier ministre Tojo déclarait ceci devant la chambre des Députés en janvier 1942 :

Le principe fondamental pour réaliser la Sphère de coprosperité de la Grande Asie est ceci : en donnant à chaque pays et à chaque peuple le statut qui lui revient, notre Empire veut établir un ordre mondial de coprosperité fondé sur les valeurs morales de notre Japon impérial, qui en est le centre⁹.

Le Japon avait besoin d'une idéologie simpliste de ce genre pour justifier son comportement violent. De même, pendant la guerre froide, les deux superpuissances avaient besoin d'une idéologie pour légitimer leur expansionnisme tout en dissimulant leurs propres intérêts nationaux.

Même si cette interprétation peut être contestée, elle suggère que les dirigeants japonais de la période militariste, à défaut d'avoir une conception très claire de la notion de « superpuissance », en avaient au moins une idée rudimentaire. Au cours de cette guerre de quinze ans, ce qu'ils ont cherché, c'était de faire de l'archipel une superpuissance régionale. Avant de voir comment cela a eu un effet direct sur la politique étrangère du Japon de

8. EGUCHI Keiichi, *op. cit.*, pp. 318-319.

9. *Ibid.*, p. 43.

l'après-guerre, il faut analyser brièvement la position qui est la sienne après sa défaite. La superpuissance américaine lui a assigné le rôle de « puissance régionale subordonnée » en Asie de l'Est. Tokyo s'est engagé à fond dans la politique régionale pour soutenir l'ordre que les États-Unis avaient établi et qu'ils ont défendu dans le cadre de la guerre froide. Le grand historien Mitani Taichiro décrit ainsi la situation :

Les États-Unis comptaient sur le Japon pour jouer le rôle crucial de puissance régionale au plan politique et économique, et si possible aussi militaire, pour établir et maintenir en Asie orientale un ordre dont l'objectif était de contrer l'expansion du communisme en général, et de la Chine en particulier. Ils voulaient donc reconstruire et renforcer sa puissance industrielle, dans le cadre d'une politique asiatique globale qui visait à nouer des relations économiques solides entre lui et les autres pays de la région, en tenant à l'écart les pays communistes. Leur objectif était aussi d'établir une sorte de « division verticale du travail » dans la région qui aiderait à bâtir une solide forteresse contre le communisme et à limiter le fardeau financier des États-Unis¹⁰.

Dans le cadre de cette politique, le Japon a retrouvé une position qu'il connaissait déjà bien : celle de puissance régionale – à la fois subordonnée à la superpuissance américaine et supérieure à tous les pays d'Asie orientale. Son long passé dans une situation analogue lui a permis de se couler en souplesse dans le rôle qui l'attendait. À ceci près que cette fois, il ne s'agissait pas d'être une puissance régionale au sens pur, mais une puissance régionale *subordonnée*. De toute évidence, le poids formidable de la superpuissance américaine ne lui laissait pas le choix. Mais l'aptitude du Japon à accepter une position subordonnée dans le nouvel ordre mondial doit sans doute aussi quelque chose à l'idée primitive que ses dirigeants savaient déjà de la notion de « superpuissance ». Ils étaient déjà familiarisés avec cette notion, même si l'idée qu'ils en avaient était rudimentaire. Cela les aidait à comprendre le sentiment de toute-puissance qui habitait les États-Unis. À cause de cela, les leaders conservateurs étaient tout à fait prêts à faire tous les efforts possibles pour garder de bonnes relations avec Washington. De leur côté, les chefs des partis de gauche analysaient la superpuissance américaine de la même façon rudimentaire ; ils se sont lancés dans l'antiaméricanisme sans comprendre la vraie nature de la puissance des États-Unis. Et c'est cette conception rudimentaire de ce qu'est une superpuissance qui a empêché les Japonais, depuis 1945, de reconsidérer la position de puissance régionale subordonnée assignée par ceux-ci à leur pays.

10. MITANI Taichiro, « Nihon ni okeru 'Chiikischugi' no Gainen » (« The Concept of 'Regionalism' in Japan »), dans *Kindai Nihon no Sensou to Seiji (War and Politics in Modern Japan)*, Iwanami Shotten, 1988, p. 103.

B — L'idée oubliée : la puissance moyenne

Pour comprendre comment le Japon aurait pu redéfinir sa position, on peut le comparer aux grands pays européens, et notamment l'Allemagne. Même si ces pays ont mis beaucoup de temps pour repenser leur position, ils y sont parvenus en se définissant comme « puissances moyennes ». Pourquoi le Japon n'est-il pas capable de faire la même chose ? La comparaison entre l'histoire du Japon après 1945 et celle de l'Allemagne est éclairante.

Une puissance moyenne a moins d'envergure qu'une superpuissance, et plus qu'une petite puissance. Mais elle est capable de jouer rôle d'intermédiaire entre les deux. En d'autres termes, sa fonction essentielle est de défendre les intérêts des petites puissances et de mettre un frein aux entreprises aventureuses des grandes.

Pour remplir cette fonction, il y a deux conditions. Il faut avoir la confiance et l'appui des petites puissances, faute de quoi, la puissance moyenne ne pourra pas trouver assez de ressources politiques et diplomatiques pour faire le poids et obliger les grandes à prendre ses demandes en considération. Il ne faut pas non plus adopter toujours la ligne des superpuissances ; sinon, la puissance moyenne sera perçue comme une puissance subordonnée, et ne pourra pas gagner la confiance et l'appui des petites.

Dans la position qui était celle de l'Allemagne après sa défaite, il n'était pas facile de regagner la confiance des petites puissances et de contenir les grandes. Elle a dû faire tous ses efforts pour s'établir comme puissance moyenne. Il lui fallait d'abord apurer le terrible contentieux historique hérité de la période nazie pour calmer les craintes et les appréhensions de ses voisins. Elle y est parvenue peu à peu en s'engageant pleinement dans la construction européenne et en menant une *Ostpolitik* active en direction des pays d'Europe centrale et orientale. Si elle s'en était tenue au jeu « réaliste » de l'équilibre des rapports de forces, elle n'aurait pas pu établir avec ses voisins des relations de coopération comme celle qui l'unit désormais à la France. L'Allemagne devait aussi essayer de tempérer l'affrontement entre les deux blocs ; sinon, leur confrontation sans retenue aurait permis aux deux superpuissances d'imposer chacune sa volonté sur les pays subordonnés de son camp, et il n'y aurait eu aucune place pour une puissance moyenne. C'est précisément ce que l'*Ostpolitik* cherchait à éviter : en gagnant l'appui des petits pays de l'Europe centrale et orientale, Bonn pouvait se faire le champion de leurs intérêts auprès de l'URSS comme auprès des États-Unis, et accéder au statut de puissance moyenne en jouant ce rôle.

Mais là où l'Allemagne a réussi après sa défaite, le Japon y a échoué. La position de puissance régionale subordonnée qu'il avait embrassée lui rendait difficile d'assumer une fonction d'intermédiation entre les États-Unis et les petits pays d'Asie orientale. Aussi longtemps qu'il restait subordonné à Washington, il ne pouvait pas influencer leur politique asiatique dans le sens de la modération. En tant que puissance régionale, tous ses efforts ont tendu à aider

la superpuissance à maintenir son contrôle sur l'Asie. La position contradictoire qui était la sienne – subordonné des États-Unis mais travaillant à subordonner d'autres nations – l'a empêché de se penser comme « puissance moyenne ».

Conclusion : le Japon à l'écart de la mondialisation

Aujourd'hui, le Japon s'est engagé à fond dans le processus de mondialisation. Ce processus dynamique auquel nous assistons en ce moment est le produit de l'interaction entre deux forces historiques opposées. La technologie, l'information et les flux financiers tendent à intégrer le monde toujours davantage, alors que les nationalismes, les revendications ethniques et l'aspiration à la décentralisation des pouvoirs vont dans l'autre sens. Personne ne peut prévoir ce qui en sortira. Mais il est tout à fait clair que le Japon doit s'adapter à une conjoncture qui évolue.

La première chose qu'il doit faire est de changer sa conception de l'ordre mondial. Il doit abandonner sa vision hiérarchisée pour l'idée d'un monde horizontal. Envisager l'ordre mondial comme une hiérarchie ne tient pas compte de la pluralité des acteurs qui participent au processus de globalisation. À côté des États, beaucoup d'acteurs non étatiques contribuent à accélérer ce processus. Il faut reconnaître cette pluralité et les capacités de ces acteurs non étatiques – et cesser de penser l'ordre mondial seulement en termes de relations entre les États pour l'envisager aussi comme un ensemble de relations entre les sociétés.

Le Japon doit aussi abandonner la mentalité qui le mène à se subordonner. Par nature, une puissance régionale a une tendance structurelle à se penser comme subordonnée à un acteur plus puissant. Si le Japon ne rompt pas avec cette attitude, il vivra le processus de mondialisation comme une nouvelle subordination. Il sera, en quelque sorte, « mondialisé par quelqu'un d'autre », et il passera sans comprendre à côté du rôle qu'il joue lui-même, *volens nolens*, dans cette réorganisation en cours de l'ordre mondial.

Enfin – et ce n'est pas le moins important – le Japon doit repenser sa conception du régionalisme. La mondialisation est en train de changer complètement les données de base de ce problème. Comme on le voit en Europe et en Asie, aucune région ne peut plus se fermer sur elle-même ; chacune a un besoin vital de relations dynamiques avec les autres. Le régionalisme qui émerge en ce moment ne vise pas à former des entités repliées sur elles-mêmes ; il est ouvert sur le monde. Si le Japon ne change pas sa vision des choses sur ce point-là aussi, ses entreprises iront à rebours de la mondialisation. Et s'il veut trouver sa place dans cette réorganisation en cours de l'ordre mondial, il doit analyser son histoire et en tirer les leçons.